

Les synthèses de l'Auran

ASCENSION DE L'EMPLOI ET BAISSSE DU CHÔMAGE : UN 2^È TRIMESTRE AU BEAU FIXE POUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

BAROMÈTRE CONJONCTURE EMPLOI #4

Au 1^{er} semestre 2017, l'emploi salarié privé continue sa progression dans la métropole nantaise. Malgré un contexte favorable et partagé au niveau national, les personnes alternant période d'emploi et inactivité sont plus nombreuses. L'activité réduite, intense dans le grand Ouest permet aux demandeurs de ne pas rester éloigné du marché du travail trop longtemps, mais elle interroge la qualité de certains emplois (courte durée, pluriactivité). La sécurisation des parcours professionnels des travailleurs de la métropole nantaise appelle à des réponses différenciées selon les profils. Les enjeux d'accompagnement des personnes fragiles, moins qualifiées, évoluant dans des secteurs exposés à la concurrence et aux bouleversements du numérique ne sont évidemment pas les mêmes que pour les travailleurs qualifiés des activités à forte valeur ajoutée, qui se portent bien sur la métropole.

Au 2^e trimestre 2017, le niveau du chômage s'améliore à nouveau sur la zone d'emploi de Nantes. Les premiers gagnants sont les jeunes, qui bénéficient de la dynamique présente dans tous les secteurs d'activité. L'intérim et les contrats courts sont d'ailleurs des opportunités pour eux mais n'apportent pas nécessairement les bonnes réponses aux demandeurs d'emploi de longue durée ni aux seniors. En revanche, les actifs faiblement diplômés ou les personnes étrangères ne maîtrisant pas la langue française, rencontrent de grandes difficultés d'insertion.

Malgré la hausse du nombre d'inscrits à Pôle emploi, les perspectives pour 2017 semblent encourageantes. L'emploi progresse et les intentions d'embauches sont plutôt soutenues dans la majorité des secteurs d'activité. L'intérim est toujours vigoureux, après un ralentissement au 1^{er} trimestre. Les défaillances et les radiations d'entreprises sont en diminution en Loire-Atlantique. Il est néanmoins nécessaire de rester attentif aux « oubliés de la croissance locale ». Pour accompagner le développement économique du territoire, une offre adaptée aux besoins locaux de formation initiale et professionnelle constitue un enjeu majeur des prochaines années.

Chiffres clés

+ 3,1 % d'emploi salarié privé à Nantes Métropole (+1,5 % en France) au 2^{ème} trimestre 2017 (par rapport au T2 2016)

+ 8,4 % d'emploi intérimaire à Nantes Métropole au 2^{ème} trimestre 2017 (par rapport au T2 2016)

7,3 % de taux de chômage dans la zone d'emploi de Nantes (9,2 % en France) au T2 2017, et une tendance à la baisse depuis 2015

31 780 demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) de catégorie A enregistrés à Pôle emploi à Nantes Métropole, en baisse de **2,1 %** (-1,1 % en France) au T2 2017 (par rapport au T2 2016)

- 10,8 % de DEFM A de moins de 25 ans, **+ 2,8 %** de seniors de 50 ans et plus, **- 6,4 %** de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis 1 an et plus) à Nantes Métropole au T2 2017

+ 1,8 % de DEFM de catégories A, B et C (qui comprennent les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois) à Nantes Métropole (+2,3 % en France) au T2 2017 (par rapport à la même période en 2016)

UN TRAVAIL D'OBSERVATION DE L'EMPLOI ET DE L'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE DE LA MÉTROPOLE NANTAISE

UNE DÉMARCHE PARTENARIALE

L'observatoire, à travers son groupe partenarial, permet de porter à connaissance des élus métropolitains et des acteurs économiques, de l'emploi et de la formation des éléments de diagnostic partagé sur la situation économique de la métropole nantaise, les mécanismes du marché du travail local et les dispositifs de soutien à l'emploi. C'est ainsi un lieu d'échange technique au service des enjeux territoriaux et un outil de mutualisation des compétences de ses partenaires.

Nantes Métropole et l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran) assurent l'animation du dispositif et la réalisation des contenus avec l'appui des membres du groupe technique partenarial.

Les travaux de l'observatoire sont l'expression des collaborations et des partenariats entre :

- l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran)
- l'Agence régionale des Pays de la Loire et l'Observatoire régional économique et social des Pays de la Loire (ORES)
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire (CCI)
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire (CMAR)
- la Chambre Régionale d'Économie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire (CRESS)
- la Conférence des grandes Écoles
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi des Pays de la Loire (DIRECCTE)
- l'Insee
- l'École de la Deuxième Chance de l'estuaire de la Loire
- la Maison de l'emploi de la métropole nantaise
- la Mission locale Nantes Métropole
- Nantes Métropole
- Nantes Saint-Nazaire Développement
- l'Observatoire Régional des Compétences Industrielles des Pays de la Loire (ORCI)
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la métropole nantaise (PLIE)
- Pôle emploi Pays de la Loire
- la Région des Pays de la Loire
- le Rectorat de l'Académie de Nantes
- le Tribunal de commerce de Nantes
- l'Université de Nantes
- l'Urssaf des Pays de la Loire

UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise. Sa récurrence est trimestrielle et **le document présente les dernières données disponibles au moment de son élaboration.**

Cette étude recouvre plusieurs périmètres géographiques pour décrire la situation économique nantaise, selon la disponibilité des données ou la pertinence des périmètres : Nantes Métropole (Nantes et les 23 communes qui composent l'intercommunalité), la zone d'emploi de Nantes (périmètre statistique au sein duquel 3 emplois sur 4 se localisent à Nantes Métropole), et le périmètre d'intervention du tribunal de commerce de Nantes. Pour la plupart des indicateurs, le département de la Loire-Atlantique, la région des Pays de la Loire et l'ensemble du territoire français sont également présentés, comme territoires de comparaison.

Ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire. Cette publication a été construite avec le soutien des membres du groupe de travail intégrant l'ensemble des partenaires, que nous remercions pour leurs précieuses contributions.

EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ

LA FORTE ASCENSION DE L'EMPLOI DANS LA REGION NANTAISE

L'embellie sur le front de l'emploi est désormais durablement installée dans la région nantaise. L'emploi salarié privé progresse depuis dix trimestres, à un rythme largement plus soutenu que la moyenne nationale.

Au 2^{ème} trimestre 2017, l'emploi dans la métropole nantaise et sa zone d'emploi croît de 3 % par rapport à 2016 et de 0,7 % par rapport au 1^{er} trimestre. Ce constat est partagé en Loire-Atlantique, qui fait, avec la Vendée, figure de moteur régional en Pays de la Loire. Le Maine-et-Loire et la Mayenne connaissent en revanche un repli de leurs effectifs. Cela explique la hausse plus modérée de l'emploi ligérien, au même rythme que l'ensemble de la France.

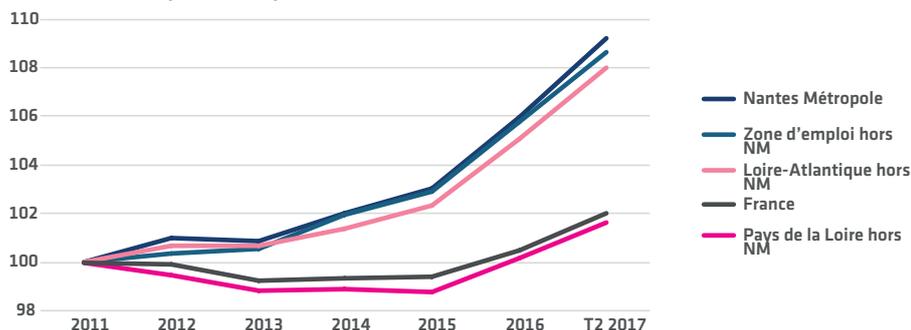
Plus encore que les trimestres précédents, les façades atlantique et méditerranéenne connaissent des hausses d'emploi importantes. La situation est en revanche encore défavorable dans certaines zones d'emploi du nord et du centre de la France, ainsi que dans les environs de la métropole lyonnaise. Ces territoires connaissent un recul des emplois, jusqu'à 3,1 % par rapport à 2016, et dans la tendance de ces dernières années. Fait nouveau ce trimestre, l'ensemble des pôles d'emploi en Ile de France et à proximité de la région parisienne gagnent des emplois, après plusieurs trimestres mouvementés.

L'emploi salarié privé (données CVS et brutes)

	Effectifs au T2 2017 30/06/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution trimestrielle (en effectifs)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	268 491	nd	nd	+ 3,1 %	+ 7947
Zone d'emploi de Nantes	357 339	+ 0,7 %	2 506	+ 3,0 %	+ 10 300
ZE hors Nantes Métropole	88 848	nd	nd	+ 2,7 %	+ 2 353
Loire-Atlantique	434 750	+ 0,6 %	2 678	+ 3,0 %	+ 12 468
Loire-Atlantique hors Nantes Métropole	166 259	nd	nd	+ 2,8 %	+ 4 521
Pays de la Loire	1 041 859	+ 0,4 %	3 693	+ 1,8 %	+ 18 898
Pays de la Loire hors Nantes Métropole	773 368	nd	nd	+ 1,4 %	+ 10 951
France	18 206 431	+ 0,4 %	64 044	+ 1,5 %	+ 276 062

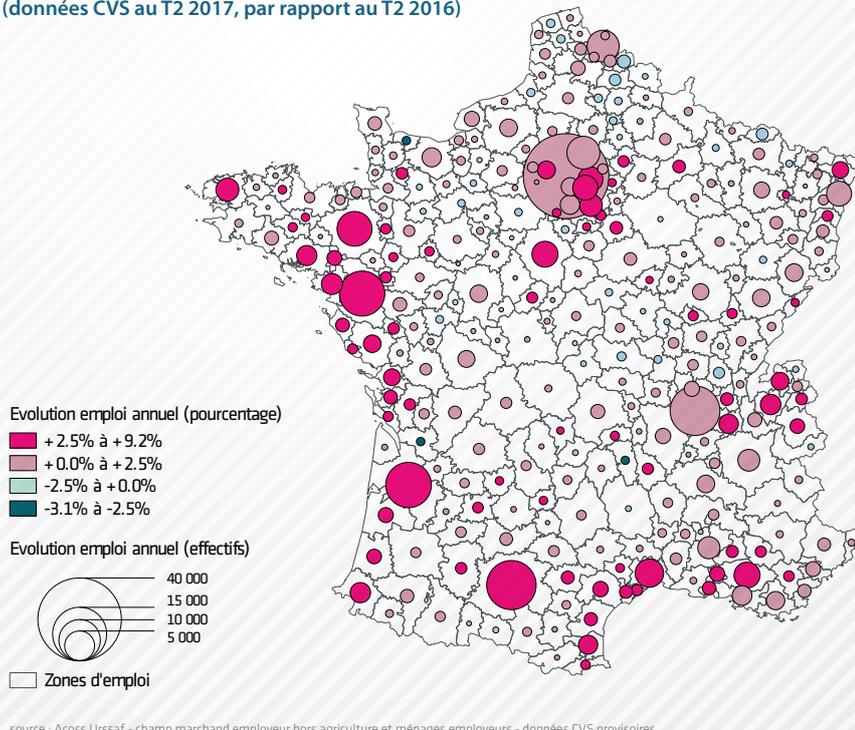
source : Acofs Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données CVS provisoires
note : les données CVS n'étant plus disponibles à l'échelon intercommunal, les effectifs sont présentés en données brutes, et l'évolution trimestrielle est calculée sur les données CVS sur les périmètres disponibles.

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T2 2011, données brutes)



source : Acofs Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les zones d'emploi françaises (données CVS au T2 2017, par rapport au T2 2016)



UN ESSOR DE L'EMPLOI PARTAGÉ PAR TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ET UN INTERIM TOUJOURS TRÈS DYNAMIQUE

Au 2^{ème} trimestre 2017, l'emploi salarié privé affiche une croissance dans quasiment tous les secteurs d'activité de la région nantaise. Seule ombre au tableau, les activités liées à l'énergie, l'eau et l'assainissement poursuivent leur recul à Nantes Métropole comme ailleurs, et ce depuis début 2016.

Les autres secteurs de l'industrie (manufacturière) se portent bien dans la métropole nantaise et dans la zone d'emploi, dans un contexte national relativement mitigé. Les services productifs progressent à nouveau fortement, et sont très pourvoyeurs d'emplois sur la métropole nantaise. Les activités

présentielles connaissent quant à elles des hausses plus modérées.

Après une stabilisation de son niveau sur les deux trimestres précédents, l'emploi intérimaire croît à nouveau. L'industrie et la construction portent cette dynamique, après un léger retrait fin 2016. Les services et le commerce sont également dynamiques, tandis que le transport et la logistique ralentissent légèrement après plusieurs trimestres soutenus.

L'hôtellerie et la restauration en revanche connaissent des phases très contrastées, liées aux difficultés de recrutement et de fidélisation de la main-d'œuvre connues du secteur depuis plusieurs années. La diminution des effectifs intérimaires, après un 1^{er} trimestre soutenu et la progression significative de l'emploi salarié privé peuvent cependant augurer d'une fidélisation de la main-d'œuvre intérimaire.

L'emploi salarié privé par secteur d'activités (données brutes)

	Nantes Métropole Effectifs au T2 2017 30/06/2017	Évolution annuelle (en %)	Poids dans la zone d'emploi de Nantes	ZE de Nantes Évolution annuelle (en %)	Pays de la Loire Évolution annuelle (en %)	France Évolution annuelle (en %)
Emploi salarié privé total (cvs)	268 491	+ 3,1 %	74 %	+ 3,0 %	+ 1,8 %	+ 1,5 %
Industrie manufacturière	22 738	+ 1,1 %	47 %	+ 2,2 %	+ 1,2 %	- 0,3 %
Eau - énergie - déchets	5 229	- 1,8 %	83 %	- 2,9 %	- 2,1 %	- 2,1 %
Construction	17 043	+ 2,4 %	59 %	+ 2,8 %	- 0,0 %	+ 1,2 %
Commerce	39 323	+ 1,1 %	71 %	+ 1,9 %	+ 1,4 %	+ 0,9 %
Transport - logistique	22 351	+ 2,1 %	77 %	+ 1,9 %	+ 1,5 %	+ 0,9 %
Hébergement, restauration	11 357	+ 4,8 %	80 %	+ 4,2 %	+ 4,7 %	+ 4,1 %
Information, communication	23 563	+ 4,7 %	97 %	+ 4,7 %	+ 3,3 %	+ 2,4 %
Finance, assurance, activités immobilières	19 573	+ 1,5 %	92 %	+ 1,5 %	+ 0,2 %	+ 0,2 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	25 909	+ 5,3 %	89 %	+ 4,8 %	+ 3,1 %	+ 2,7 %
Services administratifs, de soutien	34 592	+ 7,4 %	80 %	+ 6,6 %	+ 5,2 %	+ 5,1 %
- dont intérim	13 709	+ 13,5 %	75 %	+ 11,0 %	+ 9,4 %	+ 10,8 %
Administration publique, enseignement	10 372	+ 2,0 %	83 %	+ 2,1 %	+ 0,2 %	+ 0,6 %
Santé humaine et action sociale	24 020	+ 1,7 %	76 %	+ 1,8 %	+ 1,1 %	+ 1,3 %
Arts, spectacles et activités récréatives	4 463	+ 3,2 %	81 %	+ 3,5 %	+ 3,2 %	+ 2,5 %
Autres activités de services	7 958	+ 1,9 %	79 %	+ 1,1 %	+ 2,4 %	+ 0,9 %

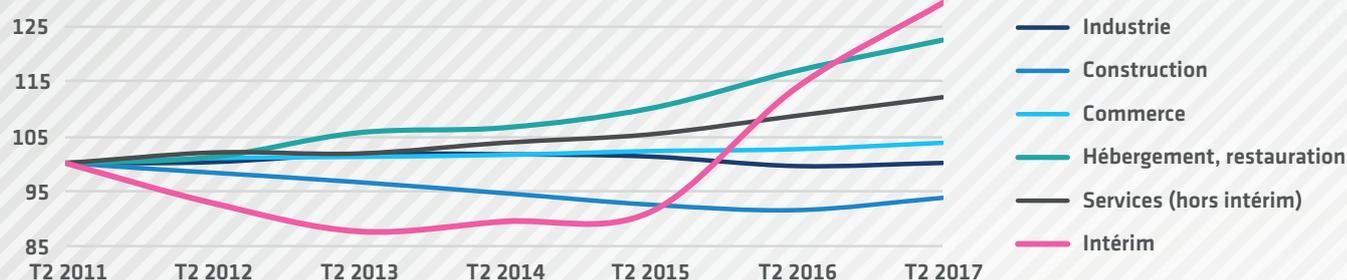
source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes provisoires

L'emploi intérimaire par secteur d'activités à Nantes Métropole (données CVS)

	Effectifs au T2 2017 30/06/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)	Effectifs au T3 2016 30/09/2016	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Emploi intérim total	8 624	+ 8,4 %	+ 17,2 %	7 953	+ 0,3 %	+ 10,6 %
Agriculture	52	+ 56,2 %	+ 132,6 %	33	+ 40,2 %	+ 4,1 %
Industrie	2461	+ 18,1 %	+ 9,9 %	2084	- 8,8 %	- 0,8 %
Construction	2433	+ 10,9 %	+ 11,8 %	2194	+ 11,0 %	+ 7,4 %
Commerce	998	+ 4,1 %	+ 28,9 %	959	- 5,0 %	+ 0,1 %
Transport - logistique	958	- 4,4 %	+ 36,6 %	1002	+ 9,6 %	+ 75,3 %
Hébergement, restauration	105	- 32,2 %	- 30,1 %	154	+ 157,2 %	- 7,9 %
Services	1617	+ 5,9 %	+ 25,1 %	1526	- 7,9 %	+ 15,8 %

source : Pôle emploi - données corrigées des variations saisonnières - provisoires, unité nombre d'intérimaires

L'emploi salarié privé à Nantes Métropole par secteur d'activités (base 100 au T2 2011)



source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données au T2, brutes et provisoires

CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI

BIEN QUE LE NIVEAU DU CHÔMAGE RECALE DANS LA REGION NANTAISE, LES INSCRITS A POLE EMPLOI AUGMENTENT

Après une amélioration notable du niveau du chômage au 1^{er} trimestre 2017, le 2^{ème} trimestre confirme l'embellie dans un grand nombre de territoires en France. La zone d'emploi de Nantes affiche encore de meilleurs résultats que la moyenne française et que d'autres métropoles de tailles comparables.

Cependant, le nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégories A, B et C) progresse à Nantes Métropole (+1,8 %) comme ailleurs en France (+2,3 %). Ce constat, contre-intuitif au vu des tendances sur le niveau du chômage et sur les progressions d'emploi peut s'expliquer par plusieurs facteurs, le caractère administratif de l'inscription ou encore la façon de comptabiliser les chômeurs.

En effet, toute personne inscrite, sans emploi au dernier jour du mois, est comptabilisée dans les données de demandeurs d'emploi (A, B et C) de Pôle emploi. Ainsi, une personne ayant occupé un

emploi au cours du mois mais dont le contrat s'est interrompu sera inscrit en catégories B ou C. Certaines professions en activité réduite sont aussi comptabilisées (assistantes maternelles, intermittents du spectacle...). Le bon niveau de l'intérim et les progressions d'emploi, notamment en contrats courts, ne sont donc pas incohérents avec ce constat de hausse des inscrits.

Autre intuition sur ces divergences de tendances, on peut aussi lier l'attractivité territoriale de Nantes et de sa zone d'emploi avec les dynamiques locales du marché du travail. En effet, la baisse du taux de chômage peut aussi s'expliquer en partie par une hausse de la population active occupée, liée aux nouveaux arrivants, ce qui mécaniquement réduira la part des chômeurs sur le territoire.

Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (se rapprochant le plus de la notion du chômage mesurée par l'Insee et le Bureau international du travail) diminue encore sur la période, à un rythme cependant moins soutenu que précédemment.

Taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (CVS)

	Taux de chômage au T2 2017 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)	Taux de chômage au T1 2017 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)
Zone d'emploi de Nantes	7,3 %	-0,2	-0,6	7,5 %	-0,3	-0,8
Loire-Atlantique	7,6 %	-0,2	-0,7	7,8 %	-0,4	-0,8
Pays de la Loire	7,9 %	-0,1	-0,6	8,0 %	-0,4	-0,8
France	9,2 %	-0,1	-0,5	9,3 %	-0,4	-0,6
ZE Montpellier	12,3 %	-0,2	-0,7	12,5 %	-0,5	-0,6
ZE Marseille-Aubagne	11,8 %	-0,1	-0,5	11,9 %	-0,6	-0,5
ZE Lille	10,1 %	-0,1	-0,4	10,2 %	-0,3	-0,5
ZE Strasbourg	9,6 %	-0,2	-0,5	9,8 %	-0,3	-0,4
ZE Toulouse	9,2 %	-0,1	-0,7	9,3 %	-0,5	-0,8
ZE Bordeaux	9,2 %	-0,2	-0,6	9,4 %	-0,3	-0,5
ZE Lyon	8,4 %	stable	-0,5	8,4 %	-0,5	-0,7
ZE Rennes	7,1 %	-0,2	-0,6	7,3 %	-0,4	-0,7

source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois (DEFM)

	DEFM ABC au T2 2017 30/06/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	DEFM A au T2 2017 30/06/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	58 396	+1,8 %	+ 1 035	31 779	-2,1 %	- 695
Loire-Atlantique	113 528	+2,1 %	+ 2 353	57 847	-2,3 %	- 1 384
Loire-Atlantique hors NM	55 132	+2,4 %	+ 1 318	26 068	-2,6 %	- 689
Pays de la Loire	305 278	+1,8 %	+ 5 444	154 008	-2,8 %	- 4 391
Pays de la Loire hors NM	246 882	+1,8 %	+ 4 409	122 229	-2,9 %	- 3 696
France	5 399 122	+2,3 %	+ 119 112	3 272 653	-1,1 %	- 35 605

source : Pôle emploi - données brutes

Mémento

Catégorie A : demandeur d'emploi en fin de mois (DEFM) sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois et tenu de rechercher un emploi

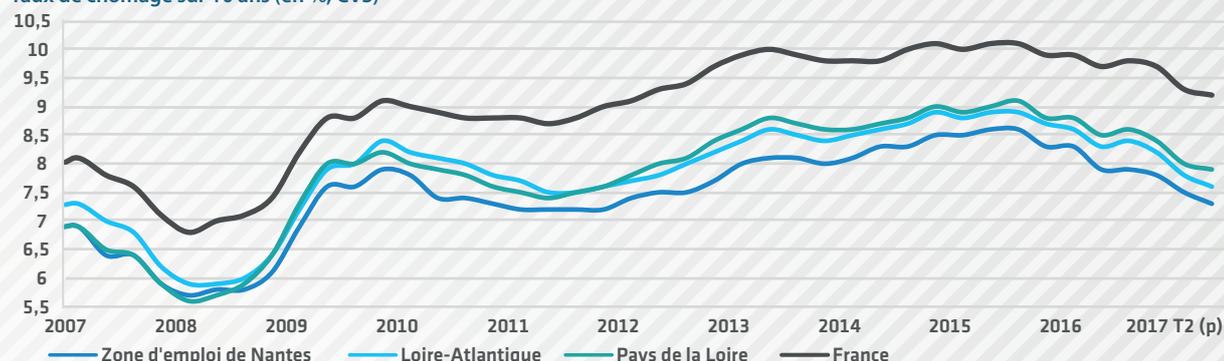
Catégorie B : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (78h ou moins) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie C : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (plus de 78h) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie D : DEFM sans emploi, non tenu de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...)

Catégorie E : DEFM non tenu de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Taux de chômage sur 10 ans (en %, CVS)



source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

UNE BAISSÉ DE LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A QUI MASQUE DES FRAGILITÉS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL LOCAL

Au 30 juin 2017, 65 796 personnes étaient inscrites à Pôle emploi à Nantes Métropole, soit une augmentation de 1,5 % de l'ensemble des inscrits par rapport à la même période en 2016.

La catégorie A, comptabilisant les chômeurs au sens strict, représente un peu moins de la moitié des inscrits métropolitains et diminue de 2,1 % par rapport à la même période en 2016. Néanmoins, cette amélioration doit être mise en perspective par la constante hausse de la catégorie C depuis maintenant plusieurs années, ainsi que par la hausse (certes plus modérée) du nombre de demandeurs bénéficiant d'une formation (catégorie D). La catégorie C a bondi de 10 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2016. Cela témoigne de la dualité du marché de l'emploi sur la métropole comme ailleurs en France, avec un grand nombre de personnes alternant période d'emploi et inactivité.

Constat néanmoins encourageant depuis deux ans, le nombre d'inscrits en catégorie A de moins de 25 ans ne cesse de diminuer. Cela peut présager leur meilleure insertion sur le marché du travail, probablement facilitée par la reprise de l'intérim et par l'émergence de nouvelles formes de travail (entreprenariat, prestataires auprès de plateformes, etc...). Le

recours aux nouveaux canaux de recrutement (en ligne, réseaux sociaux) pourrait aussi impacter à la baisse les inscriptions des jeunes demandeurs. Néanmoins, le chômage des jeunes recule en Pays de la Loire, de façon singulière par rapport aux autres territoires en France. Il est néanmoins difficile d'expliquer cet effet local. Le recours de l'apprentissage peut en partie influencer sur ce résultat.

Comme les trimestres précédents, le nombre de demandeurs d'emploi aux niveaux de diplôme les moins élevés (inférieur ou égal au baccalauréat) diminue également. En revanche, les « séniors » peinent plus que les autres publics à renouer avec l'emploi, et progressent de 2,8 % au 2^{ème} trimestre 2017. Quant à la demande d'emploi de longue durée (un an et plus), elle diminue depuis maintenant trois trimestres. Reste à établir s'il s'agit d'un découragement des chômeurs qui cessent d'actualiser leurs statuts, ou au contraire d'un mouvement positif de retour à l'emploi ou vers une formation pouvant déboucher sur une réinsertion pour ces publics fragilisés. L'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi sur la formation professionnelle en 2016 (plan 500 000) a probablement permis un appel d'air sur les derniers trimestres.

Enfin, la cinquième catégorie d'inscrits à Pôle emploi (catégorie E) voit ses perspectives se réduire : les bénéficiaires d'emplois aidés connaissent au 2^{ème} trimestre une diminution de 6,7 % des effectifs. À noter que 857 contrats des 5 600 contrats aidés recensés sur Nantes Métropole en 2016 arrivent à échéance courant 2017, dans un contexte politique peu favorable à leur reconduite.

Demandeurs d'emploi en fin de mois à Nantes Métropole, par catégorie Pôle emploi

	Effectifs au T2 2017 30/06/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM total
Total inscrits à Pôle emploi	65 796	+ 1,5 %	+ 945	100 %
DEFM de catégorie A	31 779	- 2,1 %	- 695	48 %
DEFM de catégorie B	8 555	+ 0,9 %	+ 73	13 %
DEFM de catégorie C	18 062	+ 10,1 %	+ 1 657	27 %
DEFM de catégorie D	3 229	+ 6,9 %	+ 208	5 %
DEFM de catégorie E	4 171	- 6,7 %	- 298	6 %

source : Pôle emploi - données brutes

Profil des demandeurs d'emploi de catégorie A à Nantes Métropole

	Effectifs au T2 2017 30/06/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM A
DEFM A	31 779	- 2,1 %	- 695	100 %
Moins de 25 ans	3 952	- 10,8 %	- 480	12 %
Entre 25 et 49 ans	21 192	- 1,8 %	- 394	67 %
50 ans et plus	6 635	+ 2,8 %	179	21 %
Hommes	16 587	- 2,5 %	- 429	52 %
Femmes	15 192	- 1,7 %	- 266	48 %
Demandeurs d'emploi de longue durée	11 790	- 6,4 %	- 812	37 %
Non DELD	19 989	+ 0,6 %	117	63 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	7 027	+ 3,5 %	236	22 %
BAC+2 (niveau III)	4 290	- 1,5 %	- 64	13 %
BAC et équivalents (niveau IV)	6 582	- 3,0 %	- 204	21 %
BEP/CAP/BEPC (niveau V)	9 247	- 5,2 %	- 503	29 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau VI et V bis)	4 365	- 4,1 %	- 187	14 %
Niveau de formation non déterminé	268	+ 11,2 %	27	1 %
Bénéficiaires de l'obligation d'emploi	3 733	- 5,0 %	- 196	12 %
Non bénéficiaires de l'obligation d'emploi	28 046	- 1,7 %	- 499	88 %
Bénéficiaires RSA	7 063	- 8,7 %	- 676	22 %
Non bénéficiaires RSA	24 716	- 0,1 %	- 19	78 %

source : Pôle emploi - données brutes

INSERTION PROFESSIONNELLE

UNE INSERTION DIFFICILE DES FAIBLEMENT DIPLOMÉS ET DES ÉTRANGERS AUX COMPÉTENCES NON RECONNUES

Après une baisse du nombre de jeunes suivis par la Mission Locale de Nantes Métropole au 1^{er} trimestre 2017, l'activité reprend fortement au 2^{ème} trimestre. Cela s'explique par un recours à des ateliers collectifs qui permettent de toucher un plus large public. Les nouveaux inscrits sont moins nombreux (-3,5 %), tendance à l'œuvre depuis 2015. Les plus faiblement diplômés sont fortement représentés (la moitié a un niveau équivalent ou inférieur au bac, et 10 % n'ont même aucun diplôme, ou seulement le niveau collège).

Les 1 515 personnes adultes accompagnées par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ce trimestre sont également très faiblement diplômées : 71 % ont un niveau bac ou inférieur, 34 % n'ont aucun diplôme, et environ 20 % disposent de diplômes non reconnus en France. La moitié des personnes accompagnées n'a pas la nationalité française et rencontre des difficultés importantes tant pratiques (hébergement) que culturelles (maîtrise de la langue, adaptation aux méthodes et à l'environnement du travail...). Elles sont pourtant parfois diplômées ou disposent de réels savoir-faire mais sans équivalence reconnue en France. Depuis le début de l'année 2017, l'accompagnement est en légère diminution (-3,3 %), et le nombre de nouveaux inscrits est similaire. Cela présage d'une stabilisation de l'activité après une baisse significative en 2016*. Les tendances de placement sur le marché de l'emploi local paraissent encourageantes, même sur des emplois précaires ou

en intérim qui permettent d'amorcer la réinsertion. Néanmoins, les parcours d'accompagnement sont longs, en moyenne de 24 mois, pour ces publics très éloignés de l'emploi.

1 864 personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ont été accompagnées au 2^{ème} trimestre 2017, au sein des Unités Emplois du territoire de Nantes Métropole. L'activité est en repli, lié d'une part à la diminution des allocataires du RSA en Loire-Atlantique, et à une orientation moins importante dans ce dispositif. Parmi les personnes accompagnées par les Unités Emplois, 305 sont nouvellement inscrites, en diminution également et après un ressaut sur le 1^{er} trimestre. Les personnes n'ayant aucun diplôme (40 % des nouveaux inscrits) sont plus nombreuses qu'un an auparavant. A contrario, le nombre de nouveaux inscrits plus diplômés, ainsi que les titulaires de CAP/BEP est en diminution.

Pour tous les dispositifs décrits, l'activité est plutôt en baisse. La prise en charge plus étroite des demandeurs d'emploi par Pôle emploi dans le cadre d'un accompagnement global, individualisé et diversifié n'y est pas complètement étranger. Pour autant, cet accompagnement très complet est limité dans le temps. Si aucune solution n'est trouvée, le demandeur d'emploi pourra se tourner vers ces autres dispositifs publics d'accompagnement. Par ailleurs, la suppression des contrats aidés par le gouvernement risque d'orienter à nouveau à la hausse l'activité des structures d'accompagnement dans les trimestres à venir.

* liée à un redéploiement des missions du PLIE dans un contexte de resserrement financier, afin d'assurer un accompagnement de qualité.

Publics suivis par la Mission locale, le PLIE de Nantes Métropole et les Unités emploi de la métropole nantaise

	Effectifs T2 2017 30/06/2017	Évolution annuelle (en %)	Effectifs T1 2017 31/03/2017	Évolution annuelle (en %)
Nombre de jeunes suivis par la Mission locale	6 295	+ 24,5 %	4 542	- 11,1 %
dont nombre de jeunes reçus en entretien	3 466	- 1,4 %	3 436	- 9,3 %
dont nouveaux inscrits	826	- 3,5 %	914	- 3,9 %
Nombre de personnes accompagnées par le PLIE	1 515	- 4,9 %	1 555	- 1,6 %
dont nouveaux inscrits	134	- 6,9 %	185	+ 5,7 %
Nombre de personnes accompagnées par les Unités emploi	1 899	- 7,9 %	1 864	- 11,8 %
dont nouveaux accompagnements	305	- 4,4 %	361	+ 1,4 %

sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole - données provisoires

Nouveaux inscrits dans le service public de l'emploi à Nantes Métropole

	Mission locale Effectifs au T2 2017	Évolution annuelle (en %)	PLIE Effectifs T2 2017	Évolution annuelle (en %)	Unités emploi Effectifs T2 2017	Évolution annuelle (en %)
Nouveaux inscrits	826	- 3,5 %	225	+ 56,3 %	305	- 4,4 %
Moins de 18 ans	144	- 13,8 %	NC	NC	NC	NC
Entre 18 et 22 ans	480	- 2,0 %	NC	NC	NC	NC
Entre 23 et 26 ans	202	+ 1,5 %	NC	NC	NC	NC
Moins de 26 ans	NC	NC	20	+ 300,0 %	6	ns
Entre 26 et 44 ans	NC	NC	74	- 9,8 %	215	- 13,0 %
Entres 45 et 54 ans	NC	NC	25	- 35,9 %	60	+ 17,6 %
55 ans et plus	NC	NC	15	- 16,7 %	24	+ 60,0 %
Hommes	431	- 8,9 %	70	- 6,7 %	155	- 8,3 %
Femmes	395	+ 3,1 %	64	- 7,2 %	150	stable
BAC+3 et plus (niveau I et II)	31	- 3,1 %	6	ns	24	- 22,6 %
BAC+2 (niveau III)	35	- 2,8 %	7	ns	19	- 29,6 %
BAC et équivalents (niveau IV)	192	- 2,0 %	20	+ 5,3 %	54	+ 14,9 %
BEP/CAP (niveau V)	103	+ 12,0 %	29	- 39,6 %	81	- 18,2 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau VI et V bis)	48	- 22,6 %	44	- 4,3 %	120	+ 17,6 %
Non renseigné, ou diplôme non reconnu	417	- 4,8 %	28	+ 47,4 %	7	ns

sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole et Conseil départemental de Loire Atlantique - données provisoires

MARCHÉ DU TRAVAIL

DAVANTAGE D'OFFRES MAIS TOUJOURS BEAUCOUP DE DEMANDEURS EN QUÊTE DE TRAVAIL DANS LES SERVICES, SUR DES POSTES PLUTÔT PEU QUALIFIÉS

Au 2^{ème} trimestre 2017, le nombre d'offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi est plus élevé qu'à la même période en 2016 (+29,5% soit 4 000 offres supplémentaires). Cette dynamique se manifeste dans tous les secteurs d'activité, hormis le secteur de la construction. Il est difficile de conclure sur une demande en diminution de la part des entreprises du bâtiment et des travaux publics. D'ailleurs, le secteur connaît sur le trimestre des progressions d'emploi, tant en recrutements qu'en recours à la main-d'œuvre intérimaire.

Par ailleurs, l'unité de mesure des « offres » ne permet pas de donner d'indication sur la qualité des missions proposées. Une offre en CDI à temps plein et une mission très courte de quelques jours ou heures seront toutes deux comptabilisées de la même façon.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont également un peu plus nombreux (+1,8% en catégories A, B et C). Fidèle à la tendance déjà observée en 2016,

un demandeur d'emploi sur cinq (catégories A, B et C) aspire à travailler dans les services aux personnes et aux entreprises (entretien, nettoyage, garde d'enfant, services domestiques).

Le commerce est également un secteur prisé (13% des DEFM ABC), notamment sur la mise en rayon et l'assistantat commercial. Même constat pour les services supports de secrétariat, d'accueil et d'administration qui sont à nouveau recherchés par les demandeurs d'emploi ce trimestre (1,3% des DEFM), mais qui disposent aussi de débouchés limités.

Le BTP (notamment les peintres en bâtiments) et la logistique (magasinage, livraison, manutention) sont également assez recherchés (9% et 6,5% des demandeurs d'emploi respectivement). Enfin, plus de 5 000 personnes (soit 8,6% des demandeurs d'emploi) aspirent à trouver un poste dans la restauration, notamment en cuisine. Ce secteur peine depuis plusieurs années à recruter et à fidéliser le personnel, lié à des rémunérations et des conditions de travail parfois peu attractives.

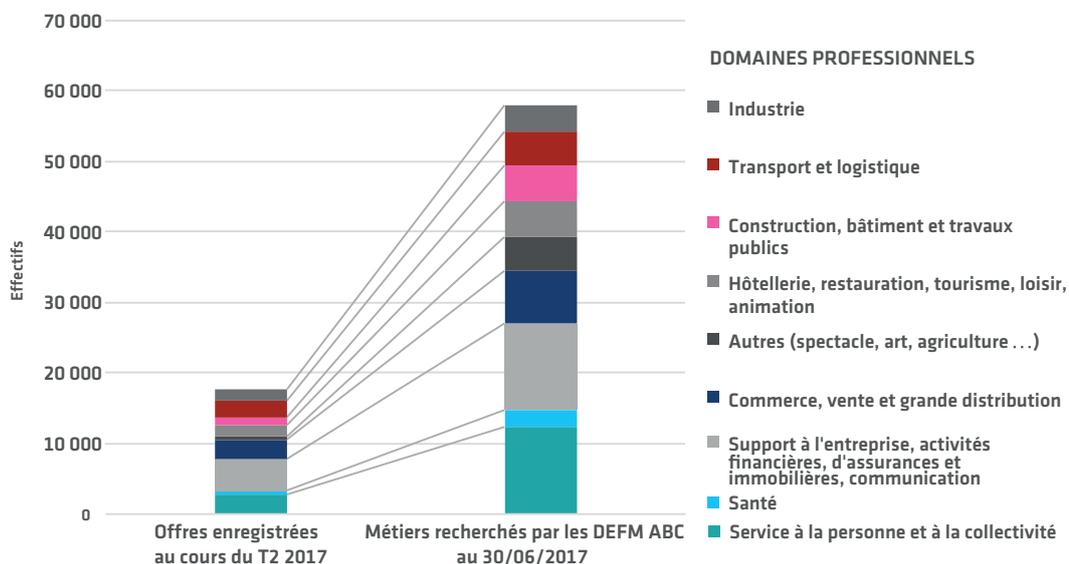


Offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi à Nantes Métropole

	Effectifs au cours du T2 2016 01/04/17 à 31/06/17	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Offres d'emploi enregistrées (OEE)	17 617	+ 29,4 %	+ 4 004
Agriculture	75	+ 733,3 %	+ 66
Industrie	573	+ 30,8 %	+ 135
Construction	204	- 16,4 %	- 40
Commerce	982	+ 11,0 %	+ 97
Transport - logistique	416	+ 22,7 %	+ 77
Hébergement, restauration	1180	+ 29,0 %	+ 265
Services à la sphère productive	10 083	+ 34,3 %	+ 2 577
Services à la sphère présentielle	4104	+ 25,2 %	+ 827

source : Pôle emploi - données brutes

Offre et demande de travail vues par l'activité de Pôle emploi, sur le territoire de la métropole nantaise



source : Pôle emploi - données brutes

Mémento

Il convient d'être prudent dans l'interprétation des dynamiques concernant les offres d'emploi et les métiers recherchés par les demandeurs. En effet, Pôle emploi, bien qu'acteur majeur, ne couvre pas l'intégralité du marché tant sur l'offre (autres plateformes recensant les offres, candidatures spontanées, réseaux...) que sur la demande (personnes en recherche d'emploi non inscrites à Pôle emploi).

ZOOM SUR... l'économie sociale et solidaire

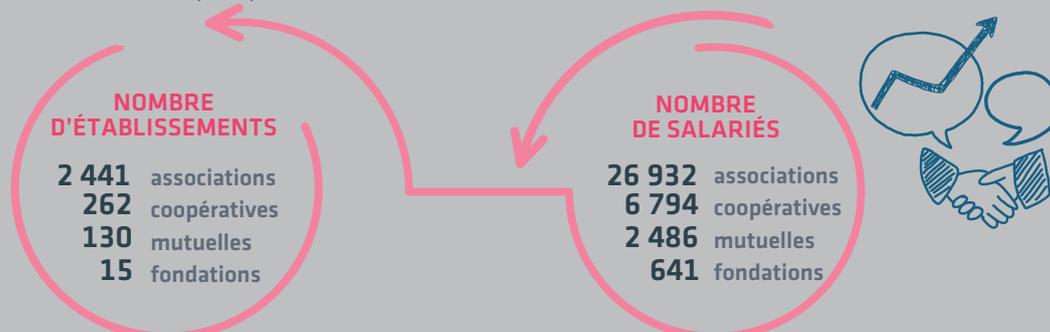
L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est une économie au service des territoires rassemblant les entreprises qui cherchent à concilier activité économique et utilité sociale. Elle est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou de services sous la forme :

- de coopératives, mutuelles, unions, fondations ou d'associations
- depuis 2014, de sociétés commerciales de l'ESS, reconnues par la loi relative à l'ESS du 31 juillet 2014.



Source : CRESS - Observatoire de l'ESS, d'après INSEE, CLAP 2014

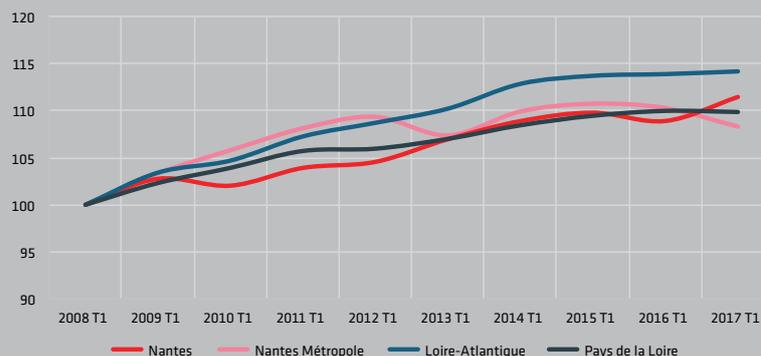
A l'instar de nombreux territoires, les associations animent et occupent un poids prépondérant dans l'économie sociale et solidaire du territoire (73 %).



Source : CRESS - Observatoire de l'ESS, d'après INSEE, CLAP 2014

Évolution de l'emploi de l'économie sociale et solidaire

L'ESS poursuit sa croissance sur Nantes Métropole depuis 2008 malgré des hauts et bas conjoncturels. Entre 2012 et 2013, par exemple, l'évolution s'est vue ralentir. Ces derniers temps, la dynamique, impulsée par une histoire syndicale et mutualiste importante et des politiques publiques innovantes, semble marquer le pas à l'exception du coeur d'agglomération.



Quelques acteurs ESS sur le territoire métropolitain

- Aide à domicile pour tous en Loire-Atlantique (ADT 44) - 420 salariés : association qui aide et accompagne tous les publics en perte d'autonomie, en situation de handicap, les enfants et les aidants.
- Delta Meca (Couëron) - entre 35 et 40 salariés : société coopérative et participative (SCOP) d'amorçage dans l'usinage de pièces - Prix Coup de cœur 2015 (Prix ESS - CNRESS).
- Humaid (Nantes) - 1 salarié : société commerciale de l'ESS qui gère une plateforme de financement participatif dédiée aux personnes en situation de handicap - Prix de l'Impact Local 2016 (Prix ESS - CNRESS).
- Les Ecosolies (Nantes) : réseau local de l'ESS sur la Métropole qui promeut et développe l'entreprenariat en ESS.

FORUM
TRAVAILLER
AUTREMENT

22 novembre 2017
14h00 - 20h00

Le mois
de l'Économie
Sociale
et Solidaire

A noter dans l'agenda ! Novembre : le mois de l'ESS

Cette année, à l'occasion des 10 ans du mois de l'ESS, la 1^{ère} édition du forum consacré à l'emploi dans l'ESS est organisé le 22 novembre 2017. Événement co-organisé par la CRESS des Pays de la Loire, IEP, COjob Nantes, Ressources solidaires et la maison de l'emploi de la métropole nantaise.

En savoir plus sur le site de la CRESS : www.cress-pdl.org

DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

MOINS DE DÉFAILLANCES ET DE RADIATIONS, AMÉLIORATION DE LEUR TRÉSORERIE : LES PERSPECTIVES SONT FAVORABLES POUR LES ENTREPRISES EN LOIRE-ATLANTIQUE

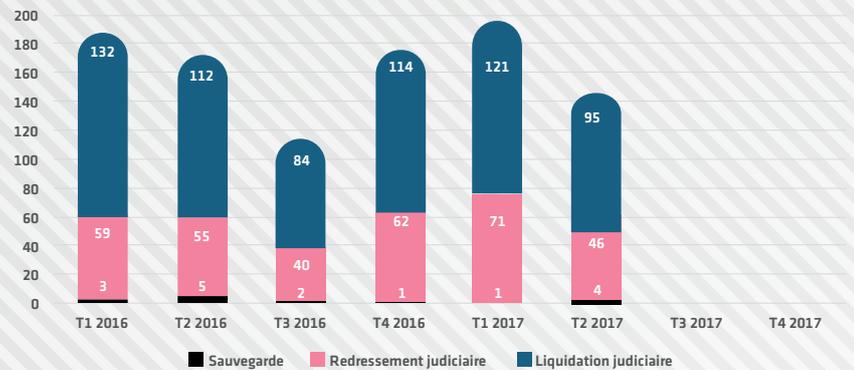
Au 2^{ème} trimestre 2017, la situation des entreprises dans la région nantaise continue de s'améliorer. Après un premier trimestre stable, les procédures collectives diminuent de plus de 15 % par rapport à la situation de 2016.

145 procédures collectives sont passées en jugement au Tribunal de commerce de Nantes ce trimestre. Les ouvertures de procédures concernent 191 salariés, ce qui est nettement moins qu'en 2016 à la même période (295 salariés au T2 2016). Néanmoins, le premier trimestre a été marqué par des défaillances d'entreprises aux effectifs plus importants (310 salariés en 2017 contre 221 en 2016), ce qui écorne le bilan du semestre.

Les demandes de délais de paiement reculent à nouveau ce trimestre en Loire-Atlantique, quels que soit les secteurs d'activité. Les améliorations les plus notables concernent la sphère présentielle (construction, hébergement, restauration et commerce). Les taux d'impayés sont également en repli sur la période.

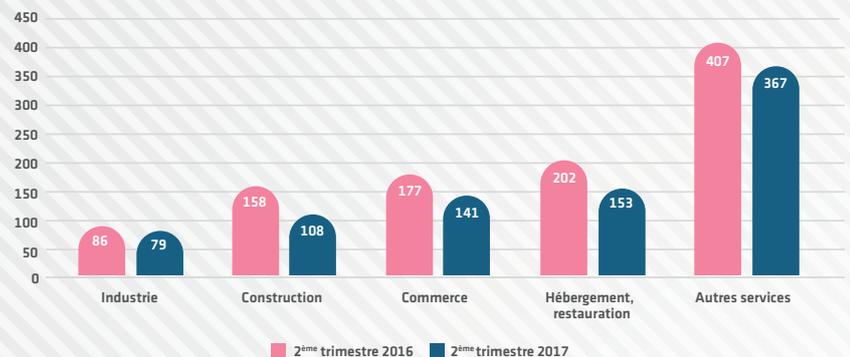
716 radiations du Registre du Commerce et des Sociétés ont été enregistrées au 2^{ème} trimestre. C'est moins qu'en 2016, et dans la poursuite des résultats du 1^{er} trimestre. Parallèlement à cela, on constate une augmentation des immatriculations, ce qui atteste des perspectives encourageantes dans le secteur.

Procédures collectives - jugements au tribunal de commerce de Nantes



source : Infogreffe et Tribunal de Commerce de Nantes

Demandes de délais de paiement des cotisations sociales des établissements employeurs de Loire-Atlantique, par secteur d'activités



source : Aross Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

Immatriculations au registre du Commerce et des Sociétés



source : Tribunal de commerce de Nantes

PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

VIGUEUR DE L'INDUSTRIE ET DE LA SPHÈRE PRESENTIELLE MAIS RALENTISSEMENT DE CERTAINES ACTIVITÉS DU TERTIAIRE SUPERIEUR

91 940 intentions d'embauches ont été déclarées par les entreprises métropolitaines au 2^{ème} trimestre. Elles progressent de 2,8 % par rapport à 2016. Cette hausse est portée par les contrats longs, de plus d'un mois, qui représentent 25 % des intentions d'embauche ce trimestre. Les contrats courts, en revanche, stagnent.

Tout comme les précédents trimestres, l'industrie manufacturière et la construction sont plus dynamiques au 2^{ème} trimestre 2017 qu'en 2016. Ces deux secteurs anticipent des besoins durables puisque près de la moitié des intentions d'embauches recensées sont des contrats à durée indéterminée. 40 % des intentions d'embauche concernent des femmes dans l'industrie, mais seulement 11 % dans le BTP.

Le commerce et le secteur transport/logistique se portent bien et recrutent autant en missions durables que ponctuelles. Les

contrats longs sont en progression par rapport à la même période en 2016, ce qui témoigne de leur relative confiance sur les mois à venir.

En revanche, le tertiaire supérieur est au ralenti. Les entreprises des secteurs de l'information et de la communication et l'immobilier manifestent moins d'intentions de recrutement. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques anticipent en revanche davantage d'embauches sur les contrats longs. Les missions ponctuelles au contraire semblent moins prisées ce trimestre. L'enseignement est en berne, quelle que soit la durée des missions.

Les services administratifs et de soutien aux entreprises anticipent un très grand nombre d'intentions d'embauches (plus de 18 000) mais principalement sur des missions ponctuelles. C'est également le cas pour les activités artistiques et récréatives, la santé et l'action sociale et l'hébergement et la restauration. Globalement ces quatre secteurs anticipent une activité accrue ce semestre. A noter que seulement une déclaration déposée sur trois dans les activités artistiques concerne une femme. C'est le constat inverse dans le domaine de la santé, féminisé à 80 %.

Les embauches anticipées par les entreprises (données brutes, hors intérim) à Nantes Métropole

	Intentions d'embauches > 1 mois T2 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	dont CDI (en %)	Intentions d'embauches < 1 mois T2 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Intentions d'embauches	22 544	+ 11,3%	+ 2292	13 %	69 396	+ 0,3 %	+ 216
Industrie manufacturière	1 176	+ 13,3 %	+ 137	46 %	372	+ 36,3 %	+ 98
Eau - énergie - déchets	93	- 8,8 %	-10	26 %	39	+ 105,3 %	+ 19
Construction	1 428	+ 16,5 %	+ 201	56 %	164	- 22,6 %	- 49
Commerce	3 792	+ 15,7 %	+ 514	26 %	3 831	+ 1,6 %	+ 58
Transport - logistique	1 415	+ 17,7 %	+ 212	27 %	1 142	- 4,8 %	- 58
Hébergement, restauration	3 081	+ 6,5 %	+ 188	17 %	8 447	- 2,0 %	- 171
Information, communication	1 229	- 1,1 %	-15	34 %	1 739	- 10,5 %	- 204
Finance, assurance, activités immobilières	1 163	- 4,9 %	-61	37 %	453	- 38,5 %	- 284
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	2 324	+ 19,9%	+ 384	14 %	9 242	- 7,5 %	- 749
Services administratifs, soutien	2 828	+ 21,4 %	+ 498	8 %	15 293	- 1,7 %	- 272
Administration publique, enseignement	458	+ 2,5 %	+ 10	6 %	1 865	- 6,4 %	- 129
Santé humaine et action sociale	2 089	+ 7,0 %	+ 135	6 %	11 233	+ 11,5 %	+ 1155
Arts, spectacles et activités récréatives	596	+ 14,0 %	+ 72	1 %	13 471	+ 6,2 %	+ 785
Autres activités de services	872	+ 1,8 %	+ 14	13 %	2105	+ 0,2 %	+ 4

source : Acoff Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

ZOOM SUR... la conjoncture régionale vue par la Banque de France

Dans son enquête mensuelle réalisée en août 2017, la Banque de France indique que le climat des affaires ressenti par les entreprises de l'industrie en Pays de la Loire est à nouveau à un très bon niveau. L'ensemble des secteurs d'activité, dans l'industrie comme dans les services marchands bénéficient de ce climat de confiance.

L'industrie agroalimentaire, les équipements électriques, électroniques et informatiques et les autres machines et produits industriels ont un bon niveau des carnets de commandes. L'activité est également soutenue dans la fabrication de matériel de transport. Le niveau de stocks est dans la moyenne, concomitant de prévisions de production à court terme favorables. On observe toutefois une tendance à la hausse des prix des matières premières.

Les entreprises des services en Pays de la Loire voient leur confiance se restaurer en août après quelques mois en demie teinte. L'activité se stabilise mais est néanmoins contrastée selon les domaines d'activité. Ainsi, la réparation automobile est en léger repli, tandis que les activités de transport sont dynamiques. Globalement le niveau de trésorerie est bon et les effectifs sont stables. Les prévisions d'activité en Pays de la Loire sont favorablement orientées dans ces secteurs pour les prochains mois.

Source : Banque de France des Pays de la Loire

VEILLE SECTORIELLE

Actualité économique à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi.

Il s'agit d'une sélection d'informations multi-sources (lettre API, journal des entreprises, Ouest France Entreprises...) qui ne se veut pas exhaustive.

Info embauches

INFORMATIQUE - WEB - INGÉNIERIE - TÉLÉCOMMUNICATIONS

GFI lance une campagne de **130 recrutements** dans l'Ouest. L'entreprise de service numérique francilienne souhaite pourvoir des postes d'infrastructure et de production, les profils ciblés étant aussi bien des consultants que des chefs de projets, des architectes techniques, des administrateurs ou des ingénieurs.

En pleine conquête, Keran cherche **80 salariés**, dont **30** à Nantes. Le groupe Keran (500 collaborateurs répartis chez SCE, Créocéan, Groupe Huit et Naomis), expert en ingénierie (urbanisme et paysage, infrastructure, environnement et numérique) a fait sa place auprès des collectivités dans le conseil, les études et l'assistance maîtrise d'ouvrage. Le groupe va par ailleurs bénéficier d'un renfort de ses fonds propres grâce au dispositif Pays de Loire Croissance, à hauteur de 1,2 M€

Le groupe canadien CGI renforce actuellement ses équipes dans l'Ouest avec **200 recrutements CDI**. 650 salariés sont déjà présents sur Nantes pour assurer les missions de services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires. Outre les compétences techniques, le groupe recherche aussi des compétences métier, dans les domaines d'activités de ses clients - finances, achats, supply chain, assurance/santé, services clients. CGI recrute également 70 stagiaires d'écoles d'ingénieurs, écoles de commerce et universités scientifiques, pour des contrats de 4 à 6 mois. CGI affirme proposer des CDI à plus de 60 % de ses stagiaires de fin d'études. CGI privilégie, depuis sa création, l'entrée au capital de ses salariés.

Wavestone continue à recruter. Quelques mois seulement après son déménagement de Saint-Herblain à Nantes, Wavestone a vu ses effectifs passer de 47 à **70 salariés** à Nantes, où est localisé l'un des 4 bureaux français de la société de conseil en organisation et management

NAUTISME

Bénéteau recrute **500 personnes** pour accélérer sa production de bateaux. Le groupe propose 38 nouveaux modèles de voiliers et de bateaux à moteur. Le marché du nautisme progresse et profite à l'entreprise qui propose **500 emplois** en France dont environ **400 sur la région Pays de la Loire**.

INDUSTRIE

Le groupe **Consept** lance un plan de recrutement de **50 personnes**. Le groupe composé d'entreprises françaises indépendantes spécialisées dans l'ingénierie industrielle et informatique, fondé en 2002 et basé à Orvault a lancé un plan de recrutement d'une cinquantaine de personnes pour renforcer ses équipes. L'entreprise emploie actuellement 150 salariés sur trois sites (Orvault, Toulouse et Paris). Les nouvelles recrues seront accueillies dans 450 m² de nouveaux locaux.

Le Thermomix séduit mondialement et envisage de recruter **100 conseillers** dans l'ouest d'ici la fin de l'année ! Après des ventes record de 1,3 million de Thermomix en 2016 et une croissance de 30 % en un an, la filiale française du groupe allemand Vorwerk, dont le siège social est situé à Nantes, compte recruter 5.000 vendeurs cette année dans toute la France. D'ici la fin de l'année, **100 nouveaux conseillers** devraient rejoindre les 800 déjà opérationnels qui assurent la vente à domicile, dans l'Ouest répartis dans les agences de Rennes, Angers, Lorient, La Roche sur Yon, Nantes Sud et enfin Couëron, la toute nouvelle agence ouverte cet été. Le siège social emploie 220 salariés travaillant pour les deux marques de Vorwerk (Thermomix et Kobold). Le service après-vente basé à Treillères comprend une cinquantaine de salariés.

Info implantations

Mediaveille crée un centre d'expertise digitale à Nantes. L'Agence en Stratégie Digitale, devenue leader national, a misé sur la proximité avec ses clients. Après son ouverture il y a 18 mois, l'agence franchit un nouveau pas avec la création d'un centre d'expertise, une étape importante dans son développement. Son portefeuille compte des clients référents dans leur domaine et fidèles : TBS, Crédit Mutuel Océan, Vorwerk, Le Voyage à Nantes ou encore l'Aéroport de Nantes. Mediaveille recherche de nouveaux locaux, pouvant rapidement accueillir une équipe de 10 personnes dans les prochains mois.

Hema, Starbucks et bientôt **Flying Tiger** et **Uniqlo** : les installations de grandes enseignes se multiplient à Nantes.

Edumoov, éditeur de sites web à destination des enseignants a franchi la frontière entre la Vendée et la Loire-Atlantique pour s'installer à Nantes. Poussée par la demande, l'entreprise a recruté sept personnes en un an.

Santéclair a quitté la région parisienne pour s'épanouir à Nantes. La société offre un service de « facilitateur du parcours de soins » des assurés, et s'appuie sur un réseau de plus de **7 500 professionnels**. Trois ans après y avoir ouvert son antenne nantaise, Santéclair a désormais les trois quarts du personnel, soit 270 des 355 salariés de l'entreprise au sein du pôle d'affaires Euronantes.

Palo IT a ouvert un bureau à Nantes. Palo IT, société de conseil d'origine française, créée en 2009, spécialisée dans « l'accélération d'innovation technologique et constructeur de solutions et de culture digitale, a ouvert son 4^e bureau français en juin dernier à Nantes et accueille 6 collaborateurs. Une dizaine de spécialistes devraient rejoindre l'équipe d'ici la fin de l'année.

Info fermetures

Clap de fin pour **Afrostream**. La société (8 salariés), installée à Nantes et à Lyon avait lancé en 2015 une plateforme de vidéos à la demande dédiée à l'univers afro. Le service était commercialisé en France, dans plusieurs pays voisins et dans 24 pays africains. Afrostream avait réussi à lever 4 millions de dollars et faisait état de 10 000 abonnés en avril 2016. Le retrait d'un des principaux investisseurs et les vagues de piratage ont mis la société en péril. La porte reste ouverte à un repreneur.

Levées de fond

300 000 euros pour la start-up **Uprigs** (plateforme dédiée aux emplois sans diplôme)

32 millions levés par iAdvize, la start-up qui aide les marques à moins dépenser sur Google grâce à une plateforme de marketing conversationnel

600 000 euros pour les start-up **Atmotrack, Team Officine et Embody**, lauréates du concours Rainbowway, organisé par Ouest Angels et My New Start Up.

550 000 euros pour la start-up **Tentation Fromage** (livraison de fromage à domicile)

INDUSTRIE - MATÉRIAUX - NAVALE-LOGISTIQUE

Loiretech installera ses **140 salariés à Bouguenais dès septembre 2018 dans une usine de 8 000 m²** - Convergence 2020. Elle y regroupera tous ses sites (Mauves-sur-Loire, Malville). La future usine, voisine du Technocampus composites sera spécifiquement conçue pour déployer les préceptes de l'industrie 4.0 avec une remise à plat des méthodes et un système de supervision numérique. Locataire, Loiretech investira sur place de l'ordre d'1 million d'euros par an, notamment dans la production additive, l'organisation du travail, le monitoring des ateliers, la cobotique et les exosquelettes. L'entreprise investit 7 % de ses revenus annuels en R&D, et a réalisé un chiffre d'affaires de 15,7 millions d'euros en 2016 dont 20 % à l'export contre 14 millions d'euros en 2015. Elle emploie 140 salariés.

Daher arrache à Kühne-Nagel la logistique d'Airbus. Kühne-Nagel, numéro 1 européen de la logistique détenait depuis dix ans le contrat de gestion des flux logistiques d'Airbus en France. Valeur estimée du contrat à **100 millions** d'euros.

Les nouvelles ambitions de Bureau Mauric : doubler son volume d'affaires dans les cinq ans. Le cabinet d'architecture navale et d'ingénierie marine, repris en décembre dernier par le groupe toulonnais Eca, compte actuellement 22 salariés dont la moitié à Nantes et l'autre à Marseille pour un chiffre d'affaires de **2,5 millions** d'euros.

Armor ouvre un nouveau site aux Sorinières. 500 m² seront dédiés à sa nouvelle activité de filaments 3D sur mesure, qui compte déjà 10 salariés. Inauguration prévue pour début 2018.

AGROALIMENTAIRE

Atlagel double de volume sur le Pôle Agroalimentaire à Rezé. Il est l'un des premiers à s'être installé sur le pôle agro-alimentaire qui jouxte le futur MIN, à Rezé. Atlagel a déménagé dans 6 200m², soit deux fois plus grand que son ancien site. Le distributeur historique de glaces et surgelés veut élargir encore plus sa gamme de produits frais et de viande.

INGÉNIERIE - CONSEIL

Altios veut doubler son chiffre d'affaires à **60 M€** dans les 5 ans. Spécialisé dans le conseil et le développement opérationnel des PME et ETI à l'international, le groupe de conseil nantais (créé il y a 26 ans) devrait clore son exercice 2017 sur un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros (25 millions d'euros en 2016 et 20 millions d'euros en 2015). L'entreprise emploie **180 salariés**, dont **30** en France et **12** à Nantes.

ÉNERGIE

Systovi double sa capacité de production. Le fabricant nantais, l'un des pionniers de la technologie aérovoltaïque, a inauguré une nouvelle ligne d'assemblage spécialement dédiée aux appels d'offres de la CRE pour l'installation de panneaux solaires en grande toiture et centrales au sol. L'entreprise a réalisé un chiffre d'affaire de **17 millions** d'euros en 2016 et emploie **100 personnes** à Saint Herblain.

SERVICES ET AIDES AUX PERSONNES

De solides résultats semestriels pour **Le Noble âge**. Le chiffre d'affaires semestriel du groupe s'établit à **242 millions d'euros** dont 203,7 pour l'activité exploitation, en hausse de 5,2 %. Le résultat net s'élève à 10 millions d'euros, en hausse de 31,7 %

BIOTECHNOLOGIES

Eurofins s'offre l'américain **EAG Laboratories pour 780 millions de dollars**. L'acquisition représente un prix correspondant à 3,5 fois son chiffre d'affaires.

IMMOBILIER ET FINANCES

Près de **50 %** de croissance pour **Réalités** au premier semestre 2017. Le promoteur immobilier nantais, créé en 2003, annonce un chiffre d'affaires de 50,2 millions d'euros. L'entreprise est bien implantée dans l'Ouest avec désormais 28,6% du chiffre d'affaires réalisé en Bretagne et 27,9% en région Centre Loire. Parmi ses projets phares, Réalités Promotion porte le programme immobilier « **Yello Park** » sur le site du stade de Beaujoire, à Nantes. A l'étude, 1 500 à 2 000 logements collectifs, 50 000 m² de bureaux, un nouveau stade de foot de 40 000 places, un musée dédié au FC Nantes et des restaurants seraient développés. 200 millions d'euros d'investissement sont prévus pour le nouveau stade sur des fonds uniquement privés. 22 hectares de foncier public ont été vendus au promoteur.

Compte Nickel franchit le cap des **700 000** comptes ouverts. La société Financière des Paiements électroniques propose près de 2 800 points de vente de proximité à travers la France métropolitaine et les DOM. Elle table sur 10 000 buralistes et 2 millions de clients à l'horizon 2020.

Info international

Trois entreprises nantaises s'exportent au Canada 18 mois après la mission économique au Canada menée par l'agence Nantes Saint-Nazaire Développement à Québec :

Obeo (éditrice de logiciels pour accompagner la transition numérique des entreprises) va ouvrir une filiale à Vancouver.

Transway (éditrice de solutions pour la ville intelligente) annonce vouloir s'implanter à Montréal en 2018 pour faire suite au développement de son action commerciale au Canada.

L'école nantaise d'arts appliqués Pivaut a déjà accueilli une première promotion d'élèves sur le campus qu'elle a ouvert à Montréal.

MÉTHODOLOGIE & SOURCES

Présentation des données

Données brutes et données corrigées des variations saisonnières (CVS)
Glissement trimestriel / glissement annuel

Les données de ce document constituent des indicateurs de la conjoncture et de suivi de l'emploi, sur des séries statistiques de longue période, à récurrence trimestrielle. **Lorsqu'elles sont corrigées des variations saisonnières de l'emploi, elles permettent une comparaison avec les autres trimestres de l'année** (glissement trimestriel). En revanche, **lorsqu'elles sont brutes, la comparaison ne pourra se faire qu'annuellement** en comparant le trimestre courant au trimestre considéré de l'année précédente (glissement annuel).

Emploi salarié privé

source : Urssaf Acooss

Le champ du **secteur privé Acooss-Urssaf couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel**, affiliées au régime général et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Ce champ comprend **tous les secteurs d'activité économique à l'exception :**

- ❶ des établissements relevant du **régime agricole** (cotisants MSA)
- ❷ **des administrations publiques** (hors sécurité sociale)
- ❸ des établissements de **l'éducation non marchande**, relevant de l'Etat ou des collectivités locales et de la **santé non marchande**
- ❹ **des employeurs de salariés à domicile**

Les données de l'effectif salarié sont collectées à partir des déclarations des entreprises employeuses, dans le cadre du recouvrement des cotisations sociales par les Urssaf. **Cet effectif est mesuré à chaque fin de trimestre, chaque salarié déclaré compte pour un emploi, indépendamment de sa durée du travail et de ses conditions d'emploi.**

Les données publiées par l'Acooss sont **provisoires pour le trimestre étudié** et sont désaisonnalisées (CVS) pour corriger l'impact des fluctuations saisonnières de l'emploi. Elles peuvent être révisées compte tenu de cette désaisonnalisation et suite à des vérifications ou des révisions de déclarations de la part des entreprises.

Emploi intérimaire

source : Pôle emploi

Pôle emploi collecte auprès des établissements intérimaires de Nantes Métropole des données sur leur activité, qui lui permettent de construire un indicateur mensuel de l'emploi intérimaire en fin de mois, par secteur d'activité.

Taux de chômage localisé

source : Insee

Le taux de chômage localisé est une synthèse entre **l'enquête Emploi en continu de l'Insee** (qui mesure auprès d'un échantillon représentatif de la population française les concepts d'activité, chômage, emploi et inactivité tels qu'ils sont **définis par le Bureau international du travail**) et la source **Pôle Emploi** (nombre d'inscrits en fin de mois en tant que demandeurs d'emploi).

La méthode d'estimation des taux de chômage localisés repose sur l'estimation du chômage et de l'emploi **par zone d'emploi et par département (au niveau géographique le plus fin)**. Le chômage est estimé chaque trimestre, à partir du nombre de chômeurs national ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi. Chaque série ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Le taux de chômage localisé est finalement calculé en rapportant le nombre de chômeurs (personnes en âge de travailler, sans emploi et en recherche active d'un emploi) à la population active estimée (somme du nombre de chômeurs et de l'emploi estimés).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

source : Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande au cours du dernier jour du mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Pôle emploi distingue les inscrits selon plusieurs catégories :

- ❶ **Catégorie A** : DEFM **sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois** et tenus de rechercher un emploi.
- ❷ **Catégorie B** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois** (78h ou moins) et tenus de rechercher un emploi.
- ❸ **Catégorie C** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois** (plus de 78h) et tenus de rechercher un emploi.
- ❹ **Catégorie D** : DEFM sans emploi, non tenus de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...).
- ❺ **Catégorie E** : DEFM non tenus de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Demandeurs d'emploi de longue durée : les DELD sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis un an ou plus.

Le fait de s'inscrire à Pôle emploi est une démarche administrative. La situation des personnes qui s'inscrivent ne correspond pas directement aux critères statistiques définissant le chômage au sens du BIT. **La catégorie A se rapproche le plus de la définition du chômage au sens du BIT et mesuré dans l'enquête Emploi de l'Insee**, bien que ces deux notions se recoupent imparfaitement.

L'évolution des DEFM reflète principalement l'évolution de la situation sur le marché du travail. Cependant, d'autres éléments peuvent jouer, liés au caractère administratif de la démarche (modalités d'inscription/de réinscription/de radiation, réglementations et mesures d'accompagnement, règles d'attribution d'allocations...)

Les données Pole Emploi du baromètre sont des données brutes. En périodes saisonnières, elles peuvent être très différentes des données CVS (Corrigées des variations saisonnières)

Publics accompagnés par le service public de l'emploi

source : Mission Locale, Maison de l'emploi et Conseil Départemental

Les dispositifs de **Maison de l'emploi, de Mission locale, de PLIE** sont des outils déployés et pilotés localement à l'échelle de Nantes Métropole. Ils permettent d'accompagner les demandeurs d'emplois **dans leur parcours d'insertion en complément des dispositifs nationaux**, portés par Pôle emploi notamment.

Les données relatives aux publics accueillis et accompagnés qui sont communiquées dans ce document ont un caractère provisoire, et sont généralement définitives 6 mois après la fin de la période considérée.

La Mission Locale accompagne les jeunes de 16 à moins de 26 ans.

L'indicateur « **nombre de jeunes suivis** » correspond au nombre de jeunes, sur la période :

- ❶ ayant eu au moins un entretien avec un conseiller
- ❷ ou ayant participé à un atelier
- ❸ ou ayant participé à une information collective
- ❹ ou ayant eu un contact téléphonique avec un professionnel

L'indicateur « **nombre de nouveaux inscrits** » correspond au nombre de jeunes dont le premier contact avec la Mission locale a eu lieu sur la période concernée.

La Maison de l'emploi de la métropole nantaise est un organisme local de l'emploi créé à l'initiative de Nantes Métropole, qui regroupe plusieurs dispositifs, dont le **Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)**, cofinancé par le **Fonds Social Européen (FSE)**. La principale fonction des PLIE est d'organiser des parcours d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté :

- ❶ Chômeurs de longue durée
- ❷ Allocataires de minima sociaux
- ❸ Demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés
- ❹ Demandeurs d'emploi de + de 50 ans dits « Seniors »
- ❺ Travailleurs handicapés
- ❻ Tous publics en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Le nombre d'accompagnements correspond au nombre de personnes suivies dans le cadre du dispositif PLIE au cours de la période concernée.

Enfin, le **Conseil Départemental de Loire-Atlantique pilote les Unités emploi qui accompagnent les allocataires du RSA en situation de recherche d'emploi**. Leur mission principale est d'assurer le suivi et la continuité des parcours d'insertion professionnelle.

Niveaux de diplômes

- **VI n'allant pas au-delà de la scolarité obligatoire** (16 ans)
- **V bis** d'une durée maximale d'un an après le collège
- **V** équivalent au CAP (certificat d'aptitude professionnelle), au BEP (brevet d'études professionnelles) ou au diplôme national du brevet (DNB, et anciennement brevet des collèges ou BEPC)
- **IV équivalent au bac** (général, technologique ou professionnel), au brevet de technicien (BT) ou au brevet professionnel
- **III équivalent à un niveau bac+2** : BTS (brevet de technicien supérieur) DUT (diplôme universitaire de technologie)
- **I et II équivalent à un niveau égal ou supérieur au Bac+3** (licence, maîtrise, ...)

Offre d'emplois enregistrée par Pôle emploi

source : Pôle emploi

Les données sur les offres d'emploi enregistrées permettent de mesurer **le niveau d'offre d'emploi émanant des entreprises et qu'elles ont transmis aux services de Pôle emploi**.

À noter que ces offres ne couvrent donc pas l'intégralité du marché ouvert, c'est-à-dire l'ensemble des offres accessibles à tous, dans une agence ou sur le site de Pôle Emploi, ou sur d'autres portails/médias (Apec, leboncoin, météojob, indeed, régionjob, monster) ou en agence d'intérim.

Cet indicateur ne donne pas d'information sur les offres liées au marché caché, qui regroupent les offres qui ne sont pas rendues publiques car pourvues grâce à des candidatures spontanées adressées aux entreprises par les personnes en recherche d'emploi, ou grâce aux réseaux de ces derniers, professionnels ou personnels.

Taux d'impayés / demandes de délais

source : Urssaf Acooss

Le taux d'impayés, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la **part des cotisations déclarées dans le mois restant impayé**. Il est observé à **30 jours (et peut témoigner d'éventuels retards de trésorerie) et à 90 jours après l'échéance (et peut témoigner de difficultés plus durables)**.

La déclaration s'effectue mensuellement pour les entreprises de plus de 10 salariés, et trimestriellement pour les entreprises de moins de 10 salariés.

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations.

Procédures collectives - défaillances d'entreprises

source : Infogreffe et Tribunal de commerce de Nantes

Une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une **procédure de redressement judiciaire** est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de **cessation de paiement**. Les procédures collectives peuvent prendre plusieurs formes en fonction des perspectives de poursuite d'activité.

La sauvegarde : l'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal de commerce va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Son redressement est manifestement impossible, le tribunal va donc liquider l'entreprise et ses actifs.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés : le registre du commerce et des sociétés (RCS) se présente comme un casier qui centralise un certain nombre d'informations légales. En France, toute personne physique ou morale qui a la qualité de commerçant doit s'inscrire à ce registre, tenu par le Tribunal de Commerce. Les créations (immatriculations) et les radiations d'un commerçant personne physique ou d'une société font donc l'objet d'une déclaration auprès du greffe du Tribunal de commerce. Le motif de la demande de radiation d'entreprise ou société peut être lié à une cessation d'activité, une dissolution, une fusion...

Déclarations préalables à l'embauche / Intentions d'embauches

source : Urssaf Acooss

Les déclarations préalables à l'embauche sont une **formalité administrative obligatoire liée à l'embauche** et qui doit être adressée à l'Urssaf indépendamment de la durée et la nature du contrat de travail. **Les intentions d'embauche de plus d'un mois, concernent les CDI et les CDD d'une durée supérieure à 31 jours**.

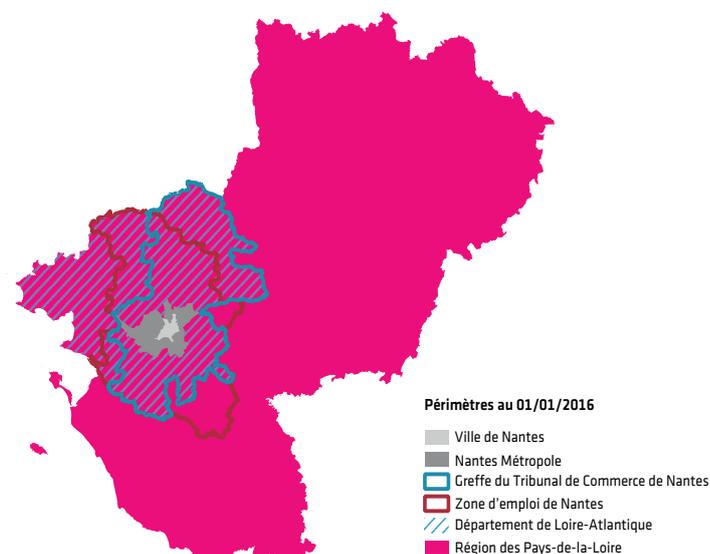
Indicateur du climat des affaires

source : Banque de France

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une **variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion**.

En hausse, cet indicateur traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. Plus sa valeur est élevée, plus le jugement des informateurs est favorable.

La méthode employée consiste en une Analyse en Composante Principale à partir de données (**carnet de commandes, stocks, production, prix...**) corrigées des variations saisonnières et des jours d'ouvertures, lissées sur 5 mois.



UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise.

Les travaux d'analyse de la conjoncture sont peu nombreux à l'échelle infra-régionale, et demandent de mobiliser des partenariats auprès de nombreux organismes pour obtenir des données fines et récurrentes sur l'échelon infra-régional.

Témoignage d'une dynamique positive d'ouverture et de partage, ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs à l'échelle locale de la zone d'emploi de Nantes et de Nantes Métropole, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire, dont nous souhaitons saluer la collaboration et l'implication :

- l'Urssaf des Pays de la Loire
- Pôle emploi des Pays de la Loire
- l'Insee des Pays de la Loire
- le Tribunal de Commerce de Nantes
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Maison de l'emploi de Nantes Métropole
- la Mission locale de Nantes Métropole
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- la Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire (CRESS)

L'analyse a été partagée auprès du groupe de travail intégrant tous les partenaires de la démarche, que nous remercions également pour leurs précieuses contributions.

Retrouvez cette publication sur le site internet de l'Auran : auran.org/publications

Insee – Conjoncture Pays de la Loire n°17 octobre 2017 « Deuxième trimestre : encore bien orienté » www.insee.fr

Urssaf des Pays de la Loire – Stat'ur n°24 – juillet 2017 « La hausse de l'emploi salarié confirmé en région » www.acoss.fr

Pôle emploi des Pays de la Loire et Direccte « Demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi dans les pays de la Loire en août 2017 »

Pôle emploi des Pays de la Loire – Août 2017 « Panorama conjoncturel en Pays de la Loire » www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – septembre 2017 « la conjoncture en Pays de la Loire, enquêtes mensuelles »

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – « Bilan 2016 - Perspectives 2017 » www.banque-france.fr

Ores – Note de conjoncture n°79 septembre 2017 « Stabilité de la production dans l'industrie, l'activité continue de s'améliorer dans la construction » www.ores.paysdelaloire.fr

Pour aller plus loin

Dossier réalisé par Mathilde Loget (Chef de projet - Auran) avec l'appui de l'équipe de l'Auran et de Sandrine Logaridis (Nantes Métropole)